

Canal + : « Enquête clandestine sur l'apartheid cubain ». **(Ou les truqueurs masqués de canal +)**

L'émission « 90 minutes » du Lundi 9 janvier 2006, 22h20, sur Canal + est un monument de contradictions pimentées de contrevérités, de parti pris fielleux, d'ethnocentrisme ricanant sur les difficultés d'un pays pauvre. Par bonheur, le tout est mâtiné d'une bêtise qui borne sévèrement les chances de voir ce reportage faire date dans l'Histoire du journalisme. Ce documentaire est aussi l'illustration du complexe de supériorité tout à fait injustifié de reporters assez médiocres pour ne pas imaginer que le QI des téléspectateurs peut au moins égaler le leur. C'est aussi celle de honteuses dissimulations sur l'activité et sur le passé de quelques personnes impliquées, à Cuba et à Paris, dans cette charge hargneuse et véreuse.

Opter pour la caméra cachée était à la fois un moyen de dramatiser d'emblée et de poser qu'il n'était pas possible de faire autrement. Pourtant, on ne compte plus les reportages critiques ouvertement tournés à Cuba sans contrainte. Parmi d'autres, le reportage de FR3, le 3 octobre 2005 (« Faut pas rêver », de Laurent Bignolas) l'atteste.

L'équipe de Canal + a choisi de ne rencontrer QUE des Cubains hostiles à leur gouvernement avec une prédilection marquée pour des marginaux, des trafiquants, des voleurs, des délinquants, des prostituées, des oisifs. Le mur de l'apartheid rhétorique de ce film manichéen divise Cuba en deux. Une partie, minuscule et belle est réservée aux touristes. Tout le reste, sordide jusque dans la manière de filmer et le choix des images, est un cloaque de misère et de tyrannie, un immense repaire de voyous et d'opposants. Les citoyens qui soutiennent la Révolution n'apparaissent pas une seule fois. Il n'y en a donc aucun.

Et que dire de la pitié du floutage des images ? Tantôt elles sont en clair pour des Cubains contestataires, tantôt elles sont brouillées (parfois très symboliquement, juste pour maintenir un bon niveau d'angoisse) pour d'autres opposants qui, dans ce pays paraît-il quadrillé par la police politique, nous entraînent chez eux en précisant où ils habitent et avec qui.

A Santa-Clara, le journaliste pourfendeur de bourrage de crâne fait dire (deux fois !) à un enfant de six ans (non flouté) qu'on lui a parlé du Che à l'école (Santa-Clara a été libérée par le Che). L'enfant dit aussi n'avoir pas pu entrer dans le musée du Che avec son petit frère. L'interviewer insiste, lui fait répéter ce cas d'ostracisme. Il tient un scoop qui en dit long sur le « régime castriste ». En France, n'est-ce pas, les petits enfants entrent dans les musées sans les parents. Le journaliste lui propose alors de l'y emmener. Il est des pays sous-développés peuplés d'êtres de seconde zone où un journaliste parisien peut tranquillement dire à un gamin de six ans accosté dans la rue : « Suis moi ». L'enfant décline, prétextant qu'il est pieds nus. Le journaliste rebondit sur ce fait capital (comprendre : pays de va-nu-pieds !). Quelques minutes plus tard, l'insinuation sera balayée par une scène de rue où l'on voit des dizaines d'enfants rieurs, beaux, bien vêtus, tous chaussés de baskets. Mais ces images ne sont pas commentées ; elles servent d'arrière-plan à un autre discours : une voix off se gausse « *du leitmotiv de la gratuité de la santé et de l'éducation* ». Les « *hôpitaux sont vides de matériel* ». On ne saura pas que l'espérance de vie à Cuba est une des plus grandes de l'Amérique latine, avec des écarts de 14 ans avec certains pays et que le taux de mortalité infantile est le plus bas de tous les pays pauvres (sources OMS), descendant même sous celui de nombreux pays riches comme les USA, qui connaissent de fortes disparités selon les Etats, les villes et les quartiers. « Il meurt plus d'enfants en bas âge à Washington qu'à La Havane. » (Michael Moore, in « *Dégraissez-moi ça* », éditions La Découverte, 2000). Quant aux écoles,

nous dit Canal +, on y apprend à lire et à écrire, mais « *elles sont AVANT TOUT un élément important de diffusion de la morale socialiste* ».

Toujours à Santa-Clara, la voix off se scandalise : « *C'est par la police que nous sommes accueillis* ». En effet, le journaliste débat âprement avec un policier venu gentiment l'avertir qu'on ne peut pas prendre des photos dans le musée. D'où l'implicite : « *Voyez-moi ce manque de liberté* » car à Paris, au Louvre, n'est-ce pas... la scène se passe « *tout près d'un bidonville* » nous dit la voix off. Vrai ? Pourquoi ne pas l'avoir filmé ?

Toujours à Santa-Clara, longue et incroyable algarade du journaliste avec un policier courtois et d'une patience infinie qui ne pourra pas obtenir la présentation du passeport. Provocateur (« *tu veux me fouiller, aussi ?* », supérieur, le verbe haut, le journaliste le harcèle d'objections polémistes, tente de le pousser à bout et décide que le policier devra se contenter d'une photocopie. Flairant le piège, le policier capitule. Souvent, le chemineau placide passe son chemin pour que le roquet se calme. Ici, la démonstration (« *A bas l'Etat policier !* ») joue au boomerang : dans n'importe quel autre pays du continent américain (voire en France), le lascar aurait fini au poste. Lançons-lui le défi de rejouer la scène à 150 kilomètres de Cuba, en Floride. Reste que le journaliste, dont on ne verra jamais le visage dans le film (peur de quoi ?) vient de nous offrir deux démonstrations dont la première ne plaide pas pour sa déontologie et la deuxième pour son savoir-faire : comment essayer de *fabriquer* un événement pour le filmer et corroborer un pamphlet, comment échouer piteusement dans cette tentative. L'outrageant est que, en incluant cette séquence dans le film, il présuppose que le téléspectateur ne verra pas la grosse ficelle de ce piteux fiasco.

La « *libreta* » est un carnet qui assure à chaque famille un minimum de denrées quasi gratuites, (certaines sont gratuites dans certains cas) ce qui a permis d'éradiquer la famine dans l'île. Ici, on apprend de Cubains floutés (mais reconnaissables) qu'elle sert à « *contrôler la consommation des familles* » lesquelles, dit la voix off vont avec ça dans les magasins pour se « *rationner* » (et non pas *s'approvisionner*). Le fait qu'il soit NORMAL que la libreta ne couvre pas tous les besoins du mois n'est pas dit. On apprend aussi que c'est « *débile* » d'empêcher quelqu'un de vivre sans travailler, qu'ici, tenez-vous bien : « *l'armée obéit au gouvernement ET LA POLICE AUSSI* ». Ce pays est inouï, en effet !

Cependant, le pire est à venir. Florilège :

Voix off : « *Avec le tourisme, la famille Castro est à la tête de la plus grande source de revenus de l'île* ». Les naïfs croyaient qu'après la mévente du sucre et la chute de l'URSS, le tourisme était devenu la première ressource **du pays** et que, malgré leurs recherches, les Etats-Uniens n'avaient jamais pu découvrir un compte en banque de Castro à l'étranger, ni même une propriété.

Voix off (finaude) : « *Castro, lui, ne vit pas dans un « solar » (habitation pauvre)*. Certes, et cela le distingue du patron de canal +. Et aussi : « *Castro, encore vivant est très malade* » (ah, cet « *encore vivant* » !) et, presque en enchaînant : « *Il tient des discours marathon de cinq heures* » dont deux sont consacrés à faire du « *télé-achat* » en VENDANT aux ménagères des autocuiseurs GRATUITS (textuel !). Les journalistes ont manifestement pioché en aveugle dans le sac des malveillances, sans trier celles qui se contredisent (mais l'ont-ils compris ?).

Il y a aussi les subreptices falsifications sous le nez du téléspectateur : un article de loi définit en trois points (A, B, C) la dangerosité sociale. On en voit un extrait à l'écran. Très vite, le

point C est cerné de rouge et expliqué : il suffit d'avoir une « conduite antisociale » pour être un parasite social susceptible d'encourir une sanction. Heureusement - vertu du magnétoscope - un arrêt sur l'image nous fait découvrir que la loi vise en premier l'ivrognerie et la dipsomanie (l'irrésistible besoin d'absorber de fortes quantités d'alcool) en deuxième la narcomanie et seulement en troisième la « *conduite antisociale* » ! Concerne-t-elle les citoyens qui dégradent des biens publics, les violents, les voleurs ? On ne le saura pas. Mais on sent que c'est grave, et que, d'ailleurs, rien de pareil n'existe sans doute dans nos lois.

Le film déplore aussi que les personnels des hôtels ne se baignent pas avec les touristes et ne mangent pas la langouste avec eux. Pardi ! au club Med et partout dans les hôtels de la Côte d'Azur, c'est différent. Sans parler du Ritz où les serveurs partagent les cuillérées de caviar avec les clients.

Le blocus ? Il existe à peine car, nous dit la voix off, ce que Castro dissimule, c'est que « *depuis 2002, Cuba a acheté pour plus d'un milliard de dollars de produits agroalimentaires aux Etats-Unis* ». Mais non seulement il **le dit** mais il travaille ouvertement à augmenter ces achats et d'autres. Il le faut car, faisons le calcul avec les chiffres de Canal + : ils représentent un apport d'environ 0,062 dollars par jour par Cubain ! Et partout dans le monde, les entreprises qui commercent avec Cuba sont menacées, sanctionnées. Une liste invraisemblable de produits sous licence US ne peut y être vendue. Pas même un bonbon, s'il contient du sucre cubain ne peut entrer aux USA. Un bateau qui mouille dans un port cubain ne peut pas entrer dans un port américain avant six mois, etc.

L'émigration est commune à tous les pays pauvres situés près des pays riches. Les Mexicains en paient le prix du sang sur leur frontière (500 sont morts en la passant en 2005). Mais, s'agissant des Cubains, elle est toujours « *politique* ». La voix off : « *Un million ont fui Cuba par tous les moyens.* » C'est un nouveau mensonge : passés les troubles de l'époque de la prise de pouvoir, l'écrasante majorité des partants a quitté l'île en vertu d'accords migratoires avec les USA. Et s'ils ne peuvent revenir voir leur famille à leur guise, c'est par la volonté du seul Bush. Par ailleurs, en 2003, les Etats-Unis avaient pratiquement bloqué la délivrance des visas d'entrée sur leur territoire, lequel est, quoi qu'il en soit, refusé aux marginaux et aux délinquants. Ces derniers et les impatients, n'ont d'autre choix que la sortie illégale.

Voix off : « *En 2003, trois Cubains détournent un Ferry. Castro ordonne leur exécution quelques jours plus tard.* » Remarquable condensé de mensonges en peu de mots. ! Rectifications : onze Cubains tentent vainement de détourner un barge à fond plat, menacent de mort les passagers (dont des touristes français). Dans tous les pays du monde, les prises d'otages ratées se concluent par l'exécution, à chaud, des vaincus (en France : grotte d'Ouvéa, Boeing de Marseille, maternelle de Neuilly). Les onze sont arrêtés, jugés régulièrement (avec des avocats et pas à huis clos). Contre trois d'entre eux, récidivistes, dont l'un déjà condamné pour crime de sang, le tribunal (pas Castro) prononce la peine capitale. On peut désapprouver le verdict ; les autorités cubaines elles-mêmes sont hostiles, par éthique, à la peine de mort. Elle bénéficiait d'ailleurs d'un moratoire depuis trois ans et elle n'a plus été appliquée depuis. Mais le contexte était tendu avec le puissant voisin qui menaçait l'île, accusée de mal surveiller ses frontières, lacune qui figure dans la liste des motifs d'intervention armée.

Voix off : « *Les contacts avec les Cubains sont interdits* ». Là encore, c'est faux et le film lui-même le montre involontairement dans plusieurs séquences. Chacun peut louer une voiture, voyager, manger et dormir où il veut sur l'île et rencontrer qui il veut. Si les autorités cubaines sont soucieuses d'éviter les harcèlements auxquels les touristes sont confrontés dans nombre

de pays pauvres, s'il existe une vigilance due à des meurtriers attentats passés, le dialogue est néanmoins libre. Pouvant s'ajouter aux deux millions de touristes qu'elle reçoit, Cuba invite deux millions d'Américains à venir le vérifier : Bush s'y oppose.

Un « témoin » assure que les Cubains passent leur temps à voler (séquence sur les cigares). Comme ils en passent aussi beaucoup à fuir, à danser et à faire de la musique, on est étonné de cette déclaration d'Elizardo Sanchez, dont nous reparlerons plus loin : « *Chaque Cubain passe plus de 90 % de son temps à chercher comment se nourrir, se soigner, ou se transporter.* » Après avoir gaspillé largement plus de 100% de leur temps, on se demande quand ils étudient (L'Unesco salue les succès spectaculaires de l'enseignement cubain) ou travaillent : le taux de croissance en 2004 de « *cette économie qui se dégrade* » (voix off) est de 11,8 %.

La pénurie de viande rouge a préoccupé les journalistes qui y reviennent longuement plusieurs fois avec pour témoins des Cubains bien en chair. Ils persiflent sur l'interdiction de tuer une vache, sans se poser une seule fois la question du pourquoi. La seule réponse pesamment suggérée est l'incohérent autoritarisme des méchants gouvernants. Il ne sera surtout pas dit que, dans cette île encerclée, les bovins trop rares sont réservés à la production de lait dont n'est privé aucun enfant, à la viande pour les adolescents et les adultes les plus fragiles (malades). Sa consommation par les touristes est un échange par lequel entrent les vitales devises. Mai, bah ! toutes les mesures pour contrer les effets du blocus et assurer l'alimentation du pays, sont tournées en dérision par des reporters qui ne manifestent à aucun moment de l'empathie pour ce peuple dont ils nous décrivent à l'envi les faiblesses, mais jamais les merveilleuses qualités.

Voix off : « *Il y avait 14 établissements pénitentiaires sous Batista et 252 aujourd'hui. Les organisations humanitaires estiment que 100 000 personnes sont sous les verrous sur 11 millions d'habitants. Dix fois plus qu'en France* ». LES « organisations » et pas « DES ». Lesquelles ? Evidemment, c'est encore faux. Selon les chiffres publiés par le « *Centre international des études carcérales* » de l'université londonienne King's College, les Etats-Unis, avec deux millions de détenus, ont le taux d'incarcération le plus élevé du monde, devant la Russie et le Belarus. Sur les neuf millions de personnes emprisonnées à travers le monde, plus de deux millions, soit 22 % sont derrière des barreaux américains. A lire le rapport d'une autre organisation, le « *Centre international des études carcérales* », on voit que le taux d'incarcération pour 100 000 habitants est plus bas à Cuba que dans nombre de pays qui ne sont aucunement soumis à une menace extérieure mortelle. Il est de 487/100 000 (et non pas de 910/100 000 si l'on se base sur Canal +), contre 714 aux USA, 532 aux Bermudes (possession britannique), 523 à Palau (semi colonie US en Océanie) 490 aux Iles Vierges (possession US dans les Caraïbes). Il faut ajouter aux prisons cubaines le goulag US de Guantanamo (dont le journaliste épris des Droits de l'Homme ne pipe mot) pour que Cuba fasse meilleure figure au hit-parade. Pour mémoire, signalons qu'Amnesty international exclut Cuba de sa liste des vingt-deux pays du continent américain qui pratiquent la torture. Elle avance un chiffre de 300 prisonniers « politiques », ce que les Cubains contestent. L'association Sin Visa (dont en reparlera plus bas), intervenant devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en avril 2004 avançait le chiffre de 315. Même s'il est gonflé, on est loin du chiffre lancé par Canal + au milieu de commentaires apocalyptiques sur un « *Etat policier* » pour laisser insidieusement penser, par effet de halo, qu'il s'agit de 100 000 prisonniers politiques.

Et puis, les prostituées : malgré la volonté de dramatisation du reportage, on voit qu'elles sont inquiètes de la police, comme partout dans le monde (voir les mesures de Sarkozy chez nous), quelles peuvent encaisser pour une passe (40 dollars) plus de trois fois un salaire mensuel. Mais nul ne se demande alors pourquoi elles ne sont pas plus nombreuses. On en comptait jusqu'à 15 000 à La Havane sous Batista. Et le proxénétisme proliférait dans le « *bordel de l'Amérique* ».

Le reportage s'attarde également dans un « *bidonville* », « *El Fanguito* » en plein centre de la Havane. Les reporters y ont trouvé un bon client logorrhéique dans son opposition au régime, (flouté inutilement car il montre où il vit !). Les reporters ne nous diront pas ce qui suit : La Havane compte 2,3 millions d'habitants. Quelques centaines (estimation à 0,03 % avec un léger risque d'erreur pour le deuxième chiffre après la virgule), venus de province, attendent dans des baraques la construction d'immeubles, prévue mais stoppée du fait des conséquences de l'effondrement de l'URSS. Ils y seront logés, sur place, comme ils le veulent et non pas dispersés aux vents lointains comme des expulsés parisiens d'habitations vétustes. L'affirmation de Canal + selon laquelle l'Etat veut les expulser pour créer une « zone touristique » est une invention. Les habitants font l'objet de toutes les attentions sociales avec des éducateurs, des équipements sportifs, des activités artistiques multiples, une école, deux églises (pas montrées dans le reportage), des journaux internes. Ce problème est si peu tabou qu'il a fait récemment l'objet d'un documentaire filmé (et pas en caméra caché) par un grand réalisateur cubain (non flouté). A titre de comparaison, le Brésil compte 650 « favelas » dont celle de Rio est peuplée de 500 000 pauvres abandonnés à leur sort depuis des décennies.

Intéressons-nous maintenant à un oracle qui pontifie tout au long du film : un homme replet, élégamment vêtu et sûr de lui, dans le décor d'une grande maison pourvue d'un coquet « petit salon » pour les visiteurs. Il nous est présenté comme Elizardo Sanchez, président de la Commission cubaine des Droits de l'Homme ; il aurait passé huit ans en prison.

Et voici ce que canal + ne dit pas : il est connu à Cuba sous les sobriquets de « *l'homme pendule* » ou « *Le camajan* » (« *Le profiteur* ». Un livre sur lui porte ce titre). Pourquoi ? Parce que, avant de s'enrichir dans le mercenariat proaméricain, il avait travaillé, à sa demande, pour les services de sécurité cubains sous les pseudonymes de l'agent Juana, de Eduardo et de Pestuna. Certains des mercenaires, stipendiés par les USA, qu'il dénonça alors, sont aujourd'hui en prison. Des documents irréfutables et nombreux attestent de ce passé, dont une photo lors d'une réunion secrète du Ministère de l'intérieur où il recevait une médaille pour ce travail. Affecté d'un égo surdimensionné (il demande à sa femme de dire « *monsieur le président* » quand elle parle de lui à des visiteurs), il a su se donner l'image « *de premier dissident* » ce qui lui permet de recevoir des aides et subventions de toutes parts en prenant la précaution de ne pas accepter celles qui arrivent directement de l'ennemi (les USA). Ainsi, ses principaux bailleurs de fonds sont Espagnols, Français, Suédois. Des sommes transitent aussi par le Mexique et Costa Rica. Il voyage beaucoup à l'étranger, donne des conférences payantes, entretient des rapports étroits avec l'extrême droite de Miami et intervient contre finances sur « *Radio Marti* » qui émet vers l'île depuis les USA pour appeler au renversement de Castro et au maintien du blocus.

Tel est le premier Saint-Jean Bouche d'Or que canal + a choisi pour nous seriner (sans flouter son visage) que chacun a faim dans ce pays muselé. L'autre est un médecin flouté qui ne doit pas savoir que des centaines de ses confrères sont en mission humanitaire au Pakistan que des dizaines de milliers d'autres Cubains sont également à l'étranger (enseignants, médecins, entraîneurs sportifs, musiciens, chercheurs, etc.) et que 99,999 % d'entre eux (le risque

d'erreur est dans le troisième chiffre après la virgule) rentreront ensuite au pays pour y être payés avec des clopinettes. A quoi tient ce mystère ? La question ne sera pas posée.

On terminera sur la dernière filouterie de Canal +. Le Monde du 10 février 2004 nous avait informé sur « *les 36 points* » d'un programme « *destiné à amorcer la transition à Cuba* » présentés par l'association Todos Unidos et diffusés par Sin Visa. **Mais Canal + nous a caché qu'un des réalisateurs figurant au générique, Jorge Massetti est un Cubain exilé en France, lui aussi ancien agent « retourné » des services secrets cubains, animateur de « *Todos Unidos* », lié à Elizardo Sanchez et époux de l'animatrice de « *Sin Visa* », Illeana de la Guardia, organisatrice de manifestations anti-cubaines en Europe.** La boucle de la farce se boucle ici.

Libre à Canal + de choisir des collaborateurs tout entiers dévoués à un combat partisan pour renverser un gouvernement. Mais le taire, c'est abuser les téléspectateurs qui, d'un bout à l'autre de ce film, auront été méprisés et trompés.

C'est le parfait exemple d'un journalisme d'imputation et d'amputation, de combat idéologique forcené déguisé en information, de manipulation, de mensonges triomphants et masqués qui passent à l'antenne.

Pour tout cela, un droit de réponse s'impose.